



# LGV

## le combat continue !

## Nous pouvons gagner !

### Ligne à Grande Vitesse

*Après l'annonce d'Alliot-Marie de stopper les études au Pays Basque, après quinze jours d'intenses affrontements, la premier ministre fait reprendre les études. Au-delà d'une étonnante période qui souligne bien que ce dossier est une gigantesque usine à gaz bien fragile, des masques sont tombés et le CADE et des associations opposées à la nouvelle ligne ont été bien inspirés de maintenir les trois nouveaux référendums. Aujourd'hui le combat continue avec une certitude :*

**NOUS POUVONS GAGNER !**

2. Infos en Vrac

3. Wimax, une pollution électromagnétique de trop

4. Brèves Sociales

5 - 6. LGV : craquements !

7 - 8 - 9. La grippe aviaire

10. LGV : une arnaque peut en cacher une autre

11. Bugangue à nouveau en danger

12. Hazketa 2010 : « sent bon » et « bon sens »

13. Interview de l'association ACE

14. ATTAC : l'illusion de la croissance verte

15. Agriva-Fertiladour : opération camouflage

16. Cultures : « Jaffa »



## ... infos en vrac ...

### Anciens numéros

Si vous voulez consulter d'anciens numéros d'Ortzadar vous pouvez le faire en vous connectant sur le site <http://ortzadar.free.fr> — Nous avons commencé à le remplir.

### Le store photovoltaïque, du nouveau sous le soleil

Bien dans l'air du temps, la toile photovoltaïque pour store résidentiel ou de camping-cars, présentée comme une première mondiale par la société française Dickson, sera commercialisée l'an prochain.

Siroter un apéritif sur sa terrasse à l'abri des rayons UV tout en récupérant leur énergie, chacun pourra le faire, a priori dès 2010, grâce à la toile de store photovoltaïque. Annoncé comme une première mondiale, soutenu financièrement par Oséo et labellisé par le pôle de compétitivité Up-TEX, « ce projet phare, qui mobilise aujourd'hui une dizaine de personnes chez Dickson, est né en 2005 d'une réflexion interne sur les fonctionnalités futures d'une toile de store », explique Vincent Baudelet, *market manager* de cette société spécialisée dans les textiles techniques pour l'amélioration de l'habitat, située à Wasquehal (Nord). Deux ans plus tard, avec la coopération de l'École nationale supérieure des arts et industries textiles (Ensit), qui soutient ce projet depuis le début, le tout premier prototype a vu le jour. Devenu fonctionnel l'an dernier, ce prototype de store photovoltaïque existe d'ores et déjà en deux versions : l'une, résidentielle, mise au point avec le concours de Somfy et l'autre, adaptée aux camping-cars, élaborée en partenariat avec Omnistor. Parmi les autres applications en cours figure, entre autres, un modèle marin pour le taud d'un bateau.

Le produit final sera-t-il conforme à ces prototypes ? Pour la version résidentielle, « nous travaillons encore sur l'amélioration de l'assemblage des cellules sur la toile par laminage et sur la connectique, c'est-à-dire l'acheminement de l'électricité sans perte », précise

Vincent Baudelet, soulignant que ces deux procédés ont fait l'objet de dépôt de brevets par Dickson. « Nous allons fabriquer la toile acrylique, assembler les cellules et la connectique dessus, avant de la livrer en rouleaux à des confectionneurs ou des fabricants de stores. »

### Méga camions

Alors que fin 2008 et début 2009, le gouvernement et le parlement avaient réussi à tenir tête aux groupes d'influence, la belle forteresse s'est brusquement effondrée en avril. Sans aucune concertation, le Ministre des Transports a annoncé l'étude de l'expérimentation des méga camions de 60 t et 25 m de long, sur certaines de nos routes, d'ici la fin de l'année. Ces monstres roulants (voir photo ci dessous) n'offrent que des inconvénients (risques accrus d'accidents graves, usure rapide des routes, élargissement nécessaire des carrefours et bretelles d'accès...). Leurs avantages présumés (diminution du nombre de camions sur les routes et baisse de la pollution) ont été réfutés par des études indépendantes. Ces camions permettraient en réalité de mettre les marchandises volumineuses, actuellement transportées par le rail, sur les routes.

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2009/04/11/01016-20090411ARTFIG00013-bussereau-veut-tester-des-poids-lourds-plus-grands-.php>

### Opposition aux méga camions

De nombreuses associations s'insurgent contre l'arrivée de plus en

plus probable de camions de 60 t sur les routes de plusieurs pays européens. Un mouvement international est d'ailleurs né : *No Mega Trucks*. <http://www.nomegatrucks.eu>

En Suisse, l'Association Transports et Environnement (ATE) a lancé une pétition grand public contre les méga camions :

<http://www.ate.ch/fr/politique-campagnes/campagnes/petition/60-tonnes.html>

### Le lobby nucléaire condamné pour ses mensonges

Pour la première fois de son histoire, la Cour d'appel de Paris a réexaminé une affaire de diffamation à la suite d'un arrêt de la Cour européenne condamnant la France pour violation de la liberté d'expression. En 2000, le Professeur Pellerin avait poursuivi Monsieur Noël Mamère pour ses vives critiques de la gestion de l'information sur les conséquences en France de l'accident de Tchernobyl de 1986.

A tous les stades de la procédure en France, Monsieur Noël Mamère a été reconnu coupable de diffamation malgré l'importance de la question de santé publique que posait l'accident nucléaire le plus grave de tous les temps.

C'est la raison pour laquelle Maître Antoine Comte, avocat de Monsieur Noël Mamère, député Vert de Gironde a saisi la Cour européenne qui, en 2007, a condamné la France en relevant la particulière raideur des juges français dans l'appréciation des propos.

Par arrêt de ce jour, la Cour de Paris a tiré toutes les conséquences de la décision européenne. Non seulement, neuf ans après les faits,

**Monsieur Mamère est déclaré non coupable**, mais de plus **des publications sont ordonnées à la charge du Professeur Pellerin**, pour que le public soit informé de cette décision sans précédent et exemplaire.

**Contact presse** : Charlotte Pauron 01 40 63 01 59 - [nmamere@assemblee-nationale.fr](mailto:nmamere@assemblee-nationale.fr)

### Trois nouvelles données sur la toxicité indiscutable du BisPhénol A

Selon deux études récentes :

- Les prématurés sont 10 fois plus exposés que la population générale;
- L'exposition de rats femelles à des doses 20 et 40 fois plus faibles que la norme européenne se traduit par un effet sur le mécanisme de la spermatogenèse chez la 3<sup>e</sup> génération.

La visite à Paris des Professeurs Ana Soto et Carlos Sonnenschein, les deux scientifiques américains spécialistes du Bisphénol A, invités par le Réseau Environnement Santé, a permis d'apporter une réponse claire aux déclarations de Madame Bachelot sur l'innocuité du Bisphénol A.

La littérature scientifique montre dans son ensemble que la toxicité du Bisphénol A est incontestable et que la quasi-totalité de la population est imprégnée, ce qui justifie l'interdiction dans les biberons et autres plastiques alimentaires.

Le Réseau Environnement Santé se réjouit de la décision d'éliminer les biberons au BPA prise par la Mairie de Paris et à la suite de celle-ci par la Mairie de Reims. Le RES appelle les maires de France à prendre ce type de mesures.

<http://www.cyberacteurs.org>





# Wimax...

## la pollution électromagnétique de trop

**L**E Conseil Général des Pyrénées Atlantiques a décidé de mettre en place dans le département un réseau de 126 antennes Wimax dans le but d'offrir le haut débit aux 5 % de la population qui ne l'ont pas. Le problème, c'est que ces antennes diffusent dans les airs des ondes pulsées de très hautes fréquences dans un rayon de 8 ou 20 km à la ronde, selon leur catégorie. Ces ondes sont de même nature que celles émises par les antennes-relais, dans des fréquences un peu plus élevées (3,5 GHz). A l'heure où leur prétendue innocuité commence à être sérieusement mise à mal, était-ce la bonne décision à prendre ?

### Une politique peu démocratique

On peut s'étonner des procédés employés qui consistent à mettre la population devant le fait accompli, sans aucune concertation. Les réunions organisées par le Conseil général sont mises en place pour annoncer la bonne nouvelle à un public qui n'a plus qu'à acquiescer et s'abonner ; les seuls intervenants sont un technicien du Conseil Général, tout acquis à la cause du Wimax (après tout il est payé pour cela) et un commercial qui nous vante les bienfaits de cette technologie ; mais quid des concitoyens ? Aucune explication n'est donnée sur les conséquences sanitaires possibles ; sont absents les professionnels de la santé, surpris et horrifiés de voir la multiplication de tumeurs cérébrales chez des enfants ou le développement de maladies autrefois rares (certains ont manifesté leur soutien envers les Collectifs contre le Wimax). On s'aperçoit que les conseillers généraux eux-mêmes – qui ont pourtant voté le déploiement du Wimax – sont souvent mal informés et connaissent finalement assez mal le sujet. Est-il normal que la population fasse les frais de lobbies commerciaux (dans le Sud-Ouest : Altitude de Vincent Bolloré) dont les seuls intérêts sont de faire du chiffre d'affaires ?

### Des risques pour la santé

Et pourtant il serait nécessaire de parler de l'impact sur la santé des ondes de très hautes fréquences (appelées aussi micro-ondes). Quelques explications s'imposent :

Les champs électromagnétiques existent depuis toujours. Le problème de toutes ces technologies sans fil (téléphonie mobile, antennes-relais, wifi, téléphone DECT, Wimax etc.), c'est qu'elles émettent des ondes pulsées qui n'existent pas dans la nature et qui constituent, semble-t-il, une véritable agression pour le vivant. Les informations, compressées puis empaquetées sont émises par saccades ; ces pulsations, extrêmement brèves, (des centaines par seconde) créent un stress, y compris pour les plantes, comme l'a découvert le professeur Gérard Ledoigt qui a fait l'expérience suivante : il a mis des plants de tomates dans une cage de Faraday (celle-ci protège des ondes de hautes fréquences), en ne laissant dépasser que quelques feuilles ; le chercheur a alors remarqué que, au bout d'une dizaine de minutes, la plante entière fabriquait des marqueurs de stress... D'autres recherches confirment que ces ondes, semblables à une armée de marteaux piqueurs, auraient un impact sur le fonctionnement même des cellules dont les activités chimiques, au nombre de millions par seconde, seraient perturbées.

Le récent rapport BIOINITIATIVE qui regroupe les comptes-rendus d'études d'environ 1 500 scientifiques internationaux démontre la toxicité des ondes de très hautes fréquences (il a été validé par l'Agence européenne de l'environnement puis par le Parlement européen le 04 septembre 2008 ; les conclusions sont consultables sur le site de *Robin des Toits*). Sans entrer dans les détails, une exposition chronique pourrait engendrer : « effets génotoxiques et dommages génétiques », « effets sur la fonction immunitaire », « effets sur la neurologie et le comportement », « effets sur la production de mélatonine » (et donc sur le sommeil), cancers

(du sein en particulier), leucémie et autres maladies graves.

L'augmentation du nombre de personnes électro-sensibles montre que tous peuvent être affectés au quotidien par l'émission de ces hyperfréquences.

### Le Wimax à n'importe quel prix

La mise en place d'antennes Wimax sur tout le territoire des Pyrénées Atlantiques ne laisse aucune échappatoire à personne. Tous seront exposés et peu importent les cas de souffrance individuelle. On fait dans le grand, le beau, l'ambitieux. Selon le discours officiel, les P.A. doivent devenir le premier département entièrement couvert d'antennes Wimax de France ! Quel défi c'est, en effet, quand on sait qu'ailleurs c'est l'échec... A titre d'exemple, la région PACA vient de faire marche arrière, en privilégiant le filaire ; les Landes voisines abandonnent le Wimax au profit du NRA-ZO. L'équipement en antennes Wimax est tellement décevant que le directeur général de Bolloré Télécom menace à son tour de délaissier cette technologie au profit de la 4 G LTE. Une bonne vingtaine de départements a déjà fait défection. Pourtant dans les Pyrénées Atlantiques, on y tient, malgré le relief peu adapté... On multiplie les antennes « micro » (d'un rayon de 8 km) et « macro » (rayon : 20 km !) ; on en met une ou plusieurs par commune (3 à Hasparren par exemple) et ce tous les... 5 km environ. Il en faut des antennes pour corriger cette malheureuse nature basque si montagnaise ! Et c'est bien sûr dans les P.A. qu'on a choisi une technologie faite pour la plaine...

### Une technologie peu performante

Quel sera le résultat d'un tel déploiement ? Une réception de 2 méga au maximum, très inférieure à celle que donne la fibre optique. Tous les foyers ne seront pas éligibles et ceux qui le seront ne seront

pas du tout assurés d'obtenir ce petit maximum. En effet, le signal est perturbé par tous les obstacles physiques : arbres, maisons, relief. On ne comprend pas alors que le département investisse 7 à 8 millions (notre argent !) dans une technologie peu performante et déjà obsolète.

### Un appel à d'autres solutions

Un peu partout au Pays Basque se sont montés des collectifs qui demandent l'arrêt du Wimax et la réalisation d'études sur la mise en place d'autres technologies comme la fibre optique, quasiment inusable et d'un très grand potentiel, ou le NRA-ZO dont la Corse, par exemple, a découvert qu'il offrait une meilleure couverture que le Wimax. Ils souhaitent l'application du principe de précaution et un meilleur emploi de l'argent public. Ils déconseillent aussi à la population de s'abonner car plus les abonnés seront nombreux, plus l'intensité des ondes sera grande (les 0.2 V annoncés – soit déjà 35 fois plus en moyenne que le « brouillard » dans lequel nous baignons actuellement – ne sont qu'un point de départ).

Certes le Wimax n'est pas la seule source de pollution électromagnétique, mais il est irresponsable de la part des décideurs politiques de mettre en place une telle technologie, et, qui plus est, à l'échelle d'un département ! Contrairement à ce que certains essaient de faire encore croire, les preuves de la nocivité des ondes pulsées sont établies. Les assurances elles-mêmes refusent de couvrir les « dommages liés aux champs et ondes électromagnétiques ».

*Alors, mesdames et messieurs les politiques, un peu de bon sens et de responsabilité !*

**Nicole Janicot**



Par JM. FAYE

# Brèves Sociales

## DASSAULT condamné pour discrimination syndicale

★ Neuf militants CGT de l'usine **DASSAULT AVIATION** de Biarritz se sont vus accorder 500 000 euros de provisions sur des dommages et intérêts pour discrimination syndicale. D'abord déboutés en 2008 par le juge des référés du Conseil de Prud'hommes de Paris qui n'avait pas reconnu cela, ils se sont appuyés en appel sur une enquête de l'inspection du travail de Bayonne qui concluait à l'existence de cette discrimination. Il a été démontré que ces militants CGT avaient été traités de manière moins favorable que leurs collègues tout en étant de bons professionnels. Et pourtant **DASSAULT** avait signé en 1999 un accord sur le droit syndical garantissant aux militants un déroulement de carrière sans discrimination !

## « La ferme en vrille » Procès gagné !

★ La Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine a été déboutée de sa demande de suppression du site Internet « *La ferme en vrille* » et s'est vue condamnée à payer 700 euros de frais par le Tribunal de Bayonne. Il était reproché au site d'utiliser l'expression que la Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine avait déposée en 2003. Selon elle, le site se servait indûment de cette expression pour une activité « *satirique se livrant à un dénigrement systématique de ses activités et manifestations* » (la FNSEA n'est pas loin derrière les demandeurs au procès). Le tribunal a tranché dans le sens d'un non piratage d'un site qui aurait été parasité.

## Collectif OLDARTU (Lutter ensemble)

★ Sur le modèle des mouvements sociaux récents en Guadeloupe et en Martinique, un collectif se met en place en Pays

Basque. La situation politique, économique et culturelle n'est pas comparable à celle des DOM-TOM, mais la naissance du collectif repose sur un constat : la dégradation dramatique de la situation des pauvres. Les thèmes de lutte définis par OLDARTU se déclineront en 5 points : lutte contre la précarité, respect des droits sociaux fondamentaux, défense de l'emploi, mode de production et de consommation soutenables, respect des libertés individuelles et collectives. Les premiers signataires du collectif sont : Abertzaleen Batasuna, ATTAC, Batasuna, Collectif contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, CNT, ELB, Ikasi eta Irauli - Jeune Réagis, LAB, NPA, Segi, Solidaires. À suivre...

## Travailleurs sociaux en colère

★ Un grand nombre d'associations gestionnaires du secteur social (et donc bon nombre d'établissements et de services relevant de ce champ), adhèrent à la convention collective du **15 Mars 1966** qui organise les liens contractuels avec les salariés. Or les organisations patronales signataires de cette convention ont décidé d'en réviser des éléments fondamentaux et pour le dire tout simplement d'en réduire les dispositions les plus favorables aux salariés. Sont en jeu pêle-mêle : une remise en question du cadre conventionnel dans son ensemble avec la possibilité d'une négociation de gré à gré avec l'employeur, une individualisation des salaires, des grilles salariales chamboulées avec perte de salaire sur l'ensemble de la carrière excepté pour les 4 à 5 premières années d'exercice et pour les chef de service qui voient leur salaire augmenté dans la nouvelle grille proposée. C'est aussi la destruction d'une logique de protection au profit d'une logique marchande. Les syndicats (hormis la **CFDT**) sont contre l'entrée en négociation sur de telles bases qui laissent libre cours à une

démarche qui bat en brèche métiers et diplômes, organisation du travail et bien sûr les congés supplémentaires dont bénéficient les salariés de cette convention.

## Monseigneur AILLET... retour

★ Monseigneur Marc AILLET, évêque du diocèse de Bayonne-Lescar et Oloron, s'est fâché tout rouge contre l'amendement introduit au sénat dans la loi Hôpital autorisant les sages femmes à pratiquer l'avortement médicamenteux. Il parle de « *culture de mort* », rien de moins. Il s'élève contre ce qu'il considère comme une contrainte pour les dites sages-femmes d'être impliquées dans le « *refus de la vie humaine* » du « *droit de naître* ». Il ajoute : « *L'église a la mission de proclamer l'Evangile de la Vie. Elle dit haut et fort un grand oui à la vie* ». On sent vraiment le progressiste derrière tout cela ! Pourquoi ne pas revenir sur la loi WEIL tant qu'il y est. Y'en a marre que ces tenants réactionnaires, sous couvert de leur fonction aussi respectable soit-elle, se mêlent des avancées sociétales et tracent le chemin à l'intégrisme plus ou moins rampant. M. AILLET dites-nous ce que vous pensez des mécanismes de plus en plus criants d'exploitation et d'exclusion des individus. Là vous ferez œuvre utile et ne retournerez pas au passé.

## Malek BOUTIH est moderniste

★ Qu'il appelle Martine AUBRY, en tant que première secrétaire du PS à démissionner au vu des résultats aux européennes, cela peut s'entendre. Mais là où le bât blesse, c'est dans la logique de son argumentation. Extrait du discours : « *Quand elle interpelle les patrons qui ont mal géré leur entreprise, quand elle interpelle le gouvernement sur ses échecs, elle a raison de dire que le premier responsable doit en tirer les consé-*

*quences. Je pense qu'elle doit faire la même chose* ». Pour Malek BOUTIH, le parti qui est le sien serait donc une entreprise que l'on doit gérer en terme d'efficacité (le score). Une forme supplémentaire de marchandisation de la société.

## 69 euros pour aller en Inde

★ C'est ce qu'a proposé le PDG d'une entreprise textile de Castres (Tarn) à ses salariés ; non pour un voyage en Inde mais pour aller y travailler. François MOREL (c'est le nom du PDG) a parlé de la « *stupidité de la loi française* » sur les reclassements. Philippe FOLLIOU, député Nouveau Centre du coin, le suit dans ce raisonnement et déclare important de « *modifier les textes* ». Pourtant en 2006, le ministère du travail (de droite) indiquait qu'une proposition de travail à l'étranger pour des salaires très inférieurs au SMIC, ne pouvait être considérée comme sérieuse.

## BAYROU fait le grand écart

★ Il y a deux mois, le chef du MODEM clamait partout que « *le social doit revenir au cœur du projet européen* ». La plateforme des libéraux démocrates européens (ELDR) au sein de laquelle siègent les députés du MODEM, indique : « *Seule une Europe vraiment compétitive, créant des emplois et des opportunités pour tous, garantira la dimension sociale du marché unique (...). Le marché unique devrait être renforcé et élargi dans les domaines de l'énergie, des services postaux, des services financiers, des chemins de fer et des soins, tout en facilitant la libre circulation des services et des travailleurs* ». Et BAYROU de continuer à dire qu'il est pour une convergence des systèmes de protection sociale européens... Et pourtant, il a approuvé le traité de Lisbonne qui interdit toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des états membres en matière d'emploi et de protection sociale.

# LGV : craquements !



Après l'annonce d'Alliot Marie de stopper les études au Pays Basque, après quinze jours d'intenses affrontements, le premier ministre fait reprendre les études. Au-delà d'une étonnante période qui souligne bien que ce dossier est une gigantesque usine à gaz bien fragile, des masques sont tombés et le CADE et des associations opposées à la nouvelle ligne ont été bien inspirés de maintenir les trois nouveaux référendums. Aujourd'hui le combat continue avec une certitude : **NOUS POUVONS GAGNER !** Regardons de plus près les étapes marquantes de cette période...

Communiqué du CADE (Collectif des associations de défense de l'environnement) et des associations opposées à la ligne nouvelle LGV. (1<sup>er</sup> juin 2009)

**A**PRÈS l'intervention de Mme Alliot-Marie (MAM) dans le dossier de la LGV et après une entrevue avec Bussereau, ministre des Transports, et le président de RFF (Réseau Ferré de France), il a été décidé de reporter les décisions prises ce printemps. Il a été décidé que RFF donnerait la priorité aux voies existantes du Nord de Bayonne (vraisemblablement du côté de Labenne Bénesse dans les Landes) à la Bidassoa jusqu'à saturation de celles-ci, puis à saturation de ces dernières, les solutions alternatives (ligne enterrée et ligne de fret bien plus vers l'intérieur seraient étudiées)

Nous nous réjouissons que la LGV ne traverse plus le Pays Basque et nous continuerons de soutenir nos amis landais, girondins, du Pays Basque Sud et d'ailleurs qui luttent comme nous. Nous pensons que l'effondrement du fret remet fondamentalement en cause une ligne dédiée aux marchandises et a pesé lourd dans la balance. Nous pensons que la saturation des voies existantes sera très éloignée. Le projet prévoyait 21 millions de tonnes/an de marchandises en 2020, lors du débat public on n'était plus qu'à 13 millions à Hendaye en 2020 avec un graphique qui indiquait 7,5 millions de tonnes/an en 2008 alors que nous venons de passer sous les 2 millions pour 2008 et que 2009 s'annonce plus sévère encore.

Nous ne croyons pas à la solution totalement enterrée et nous ne souhaitons pas qu'on renvoie la nouvelle ligne de fret sur d'autres zones pyrénéennes (ce qui était mauvais pour nous l'est tout autant pour les autres). Nous

continuerons de dire qu'il faut réduire les transports, relocaliser et utiliser les trains longs, plus lourds remplaçant par là même plusieurs trains de marchandises. Et nous continuons de dire que ces trains longs (adoptés par le Grenelle de l'Environnement) doivent être constitués à Hendaye-Irun.

C'est la mobilisation massive des habitants et des associations qui a permis d'obtenir ce premier résultat. Cependant, nous savons par expérience que quand on chasse le danger par la porte de devant, il entre souvent par la porte de derrière. Aussi, nous maintenons nos trois référendums contre la LGV à Lahonce, St Pierre d'Irube et Villefranque. Nous appelons les populations à enfoncer le clou.

**L**A récente décision de Mme Alliot Marie de suspendre le projet de nouvelle LGV au Pays Basque a déclenché un tir de barrage ahurissant. Alain (Rousset), Alain (Juppé) et Alain (Lamassoure) sont montés au créneau avec leur ami de la CCI Pays Basque et Région M. Berckmans.

Dans le tintamarre, on a vite écarté les associations qui ont pourtant nourri les quinze dernières années d'une réflexion aujourd'hui retenue par MAM. Si en Pays Basque le Collectif des Associations de Défense de l'Environnement Pays Basque et Sud des Landes et les associations opposées à la LGV ont encore droit de cité dans la presse que nous appelons institutionnelle, ce n'est guère le cas au niveau régional où le journal *Sud-Ouest* a fourni gratuitement, trois jours de rang deux pages de publi-reportage aux proTGV.

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres. » a-t-on coutume de dire dans ce grand quotidien régional. Alors, c'est sans doute au titre de fait sacré qu'on y affirme : « Au Pays Basque par exemple, si on conservait une ligne classique entre Bayonne et l'Espagne, on per-

## LGV : Le point de vue des populations concernées...

**L'**AN dernier, les populations des communes d'Ustaritz et Mouguerre, consultées par des référendums organisés parallèlement aux élections municipales et cantonales, s'étaient prononcées contre le passage de la LGV respectivement à 92 et 91 %. Ce dimanche 7 juin, malgré la énième pleine page de publicité dans le quotidien *Sud-Ouest* payée par les CCI d'Aquitaine qui pensent que les opinions s'achètent, les populations des trois communes de Lahonce, St Pierre d'Irube et Villefranque se sont prononcées à nouveau, à une écrasante majorité contre le passage de la LGV respectivement à 82,8 %, 92,68 % et 93,9 %.

Au-delà des incantations des proLGV, les populations affirment leur opposition à la destruction inutile (9ha par Km de ligne) alors que les voies existantes ont largement la capacité à recevoir un trafic conséquent.

Que les grands élus proLGV cessent donc de parler au nom des populations et prennent le temps de les écouter ! Ils prendront alors conscience de l'immense fracture qu'ils sont en train de créer.

Pour les associations opposées à la LGV et le Collectif des Associations de Défense de l'Environnement (CADE), la lutte continue, légitimée par l'expression des populations concernées. Elles remercient tous ceux qui ont œuvré à un tel succès et appellent à venir les renforcer encore.

## Un délire impressionnant

« *draît 40 mn par rapport à une LGV* ». Comme, actuellement, le plus lent des TGV qui passent aujourd'hui entre Bayonne et l'Espagne met 35 mn et le plus rapide 28 mn, en gagnant 40 mn on peut donc considérer que les « faits sacrés » inventent le premier TGV qui arrive avant de partir. C'est sans doute ce que M. Rousset appelle « outil magique ». Pour être moins « magiques » mais plus précis (j'ai failli écrire moins menteur), disons que les documents du débat public, rédigés par Réseau Ferré de France, font apparaître 3h 03 pour la durée du trajet Bayonne (gare actuelle) à Paris sur la voie existante jusqu'à Dax et 3h 02 d'une éventuelle gare nouvelle Pays Basque à Paris sur la ligne nouvelle jusqu'à Dax.

Depuis la Bidassoa, RFF annonce un gain de temps de 13mn essentiellement du aux suppressions des arrêts actuels à Hendaye, St Jean de Luz et Biarritz.

On continue également, malgré une réalité qui s'impose jour après jour à clamer comme une incantation, qu'en 2020 la nouvelle ligne capterait 20 millions de tonnes de marchandises, alors qu'on peut lire dans les études jointes du CDRom officiel, que l'hypothèse haute prévoit 13

## ↳ Suite de la page 5

millions de t/an à Hendaye en 2020 et que le tableau de marche lisible sur un graphique joint indique 7,5 millions de tonnes en 2008. Mais les résultats réels eux donnent, après une vingtaine d'années légèrement au dessus de 2 millions de t/an à Hendaye, un plongeon en dessous de 2 millions fin 2008.

Mais la palme revient sans doute à M. Berckmans...

Il nous explique : « *Aujourd'hui, 2 % du trafic transfrontalier transite par le fer, mais dès 2014, la proportion atteindra ce qu'elle est à la frontière italienne, c'est-à-dire 20 %* ».

D'abord ce n'est pas le trafic mais le tonnage de marchandises qu'il faut dire cher monsieur, sinon on passerait de 53 trains quotidiens aujourd'hui (sur une ligne qui peut en accueillir 264) à 530 et ce sont plusieurs lignes nouvelles qu'il faudrait construire. Ensuite il faut être plus précis quand on veut donner des leçons et dire : aujourd'hui le trafic maritime capte 52 % du tonnage de marchandises, la route 46% et le fer 2 % au passage du Pays Basque. A la frontière italienne Alpine (axe Lyon-Turin) la route capte 80 % et le fer 20 % et il n'y a pas de trafic maritime dans les cols des Alpes ce qui fait une sacrée différence non ? L'absence de concurrence maritime sur les transports massifs explique la différence avec le Pays Basque, calquer les deux situations c'est faire preuve de stupidité ou de mauvaise foi, et comme je sais que M. Berckmans peut être intelligent il ne me reste qu'à opter pour la deuxième possibilité. Nous n'atteindrons évidemment pas ces 20 %. Et d'où viendraient subitement en 2014 cette multiplication des marchandises ? « *Le trafic de fret sera donc multiplié immédiatement par 7 parce que du côté espagnol, la voie sera mise à écartement européen* » nous dit-il. Passons sur le fait que de 2 à 20 c'est une multiplication par 10 et non par 7 et concentrons nous sur le sujet. La mise à écartement européen du réseau classique de l'état espagnol n'est pas au rendez-vous, la promesse n'est pas tenue et sera pas tenue et le rapporteur européen Etienne Davignon dans son rapport de juillet 2008 met le doigt dessus en menaçant : « *Cette inconnue pourrait ainsi peser lourd dans le choix final des autorités françaises.* » Il relèvera aussi l'incohérence du projet principalement voyageurs au Sud de la Bidassoa et principalement marchandises au Nord. Il ajoutera ce bas de page que je livre à M. Berckmans :

« *La ligne existante est loin d'avoir atteint un niveau de saturation et ses caractéristiques géométriques sont plutôt bonnes, même si l'armement de la voie, le système de signalisation et d'électrification ne sont pas des plus récents.* »

Enfin M. Berckmans nous livre un tableau apocalyptique du Pays Basque sans TGV dans le JPB du samedi 13 : « *Comment peut-on imaginer que la ligne actuelle, construite en 1842, à une époque où Bayonne comptait 17 000 habitants et Biarritz 1 800, puisse supporter le futur TGV, l'accroissement inévitable du trafic de marchandises généré par le nouvel écartement du chemin de fer espagnol...* » Ainsi donc la modernisation de la voie existante serait un retour à 1842, l'enfer s'abatrait sur nous, le temps de la charrette serait de retour, les populations jetées dans la misère, les enfants abandonnés dévorés par les loups...

Cette ligne de 1842 a tout de même été électrifiée, modernisée au fil des ans, elle bénéficie de la signalisation des Blocs Automatiques Lumineux, installée à partir de 1946 (pas sur Dax-Bayonne), de l'IPCS (Indication Permanente de Contre Sens) et autres gadgets modernes et elle sera modernisée par des travaux qui vont débiter ces prochains mois (portant sa capacité marchandises à 12 millions de t/an). Ce qui n'a pas été mis en route (ou si peu) depuis 1842, ce sont les protections des riverains dont M. Berckmans découvre aujourd'hui qu'elles sont nécessaires mais que nous réclamons depuis longtemps. Riverains pour lesquels la mise en place des trains longs de marchandises (que nous réclamions en vain lors du débat, qu'on nous a refusé alors et qui vient d'être imposée par le grenelle de l'Environnement) aboutira à au moins une division par deux du nombre de ces trains.

Pour terminer disons simplement que le 7 juin, le lendemain d'une publicité proTGV payée par les CCI d'Aquitaine occupant entièrement la page 2 du journal Pays Basque de Sud Ouest, les électeurs de Lahonce, St Pierre d'Irube et Villefranque ont rejeté massivement la nouvelle LGV avec respectivement 80,8%, 92,68% et 93,9% de nous s'ajoutant aux 91,3% de Mouguerre et aux 92,05% d'Ustaritz l'année précédente. Et ces faits sacrés là il faut aussi les entendre un jour s!

**Victor Pachon**

## Et un sommet de la dérive démagogique du camarade Berckmans

**M. Berckmans annonce 100 000 emplois liés au chantier LGV.**

**A**TTAC Sud des Landes fait remarquer que 100 000 emplois pendant 4 ans ça fait une masse salariale de 15 Milliards d'euros, alors que le projet annonce un coût de 7,41 milliards d'euros... C'est pas mal ! A moins qu'on n'ait l'intention de ne pas payer les ouvriers, il conviendrait que le coût de la main d'œuvre soit compté dans le prix de revient, non ?

### Lamassoure : pile et face

**A**PRÈS l'annonce du ministre de l'intérieur demandant l'arrêt des études de la LGV au Pays Basque et son passage sur les voies existantes, Alain Lamassoure est monté au créneau pour défendre bec et ongles la LGV destructrice et inutile. Il s'en est pris aux écologistes qui ne défendraient pas le rail face aux camions. Cela, c'était Lamassoure côté face, car dans le même temps, on nous a envoyé le vote sur « l'Eurovignette III » (base légale européenne pour les redevances sur les véhicules lourds) au Parlement européen ce printemps. Ce vote, concernant les camions, était justement destiné à freiner le nombre de camions et favoriser le report modal. M. Lamassoure avait donc là l'occasion de montrer toute sa sensibilité écolo. Et bien voilà le détail des votes :

**Vote 1 : possibilité d'avoir des coûts externes et des sur-péages dans les zones montagneuses.**

Les associations et les écologistes demandaient un vote positif, M. Lamassoure a voté contre.

**Vote 2 : interdiction d'intégrer les coûts de congestion.**

Les associations et les écologistes demandaient un vote négatif, M. Lamassoure a voté pour.

**Vote 3 : une meilleure définition des coûts externes, incluant le bruit, la pollution, la dépendance du pétrole.**

Les associations et les écologistes demandaient un vote positif, M. Lamassoure a voté contre.

**Vote 4 : inclure les coûts climatiques.**

Les associations et les écologistes demandaient un vote positif, M. Lamassoure a voté contre.

**Vote 5 : de nouveau inclure les coûts climatiques.**

Les associations et les écologistes demandaient un vote positif, M. Lamassoure a voté contre alors que plusieurs élus conservateurs votaient positivement.

**Vote 6 : support pour la convention alpine et des instruments additionnels comme la bourse du transit alpin.**

Les associations et les écologistes

demandaient un vote positif, M. Lamassoure a voté contre.

Et voilà donc le côté pile du sieur Lamassoure révélé au grand jour.

### Espilondo : face et pile

**N**OTRE dynamique maire d'Anglet, lorsqu'il se présentait aux législatives, avait pris la position suivante sur la LGV : Un tract entier intitulé « Non à la traversée du pays basque » avec les têtes de chapitres suivants : « Une aberration écologique », « Une aberration en terme d'aménagement du territoire », « Une aberration qui n'apportera aucune solution réelle en report multimodal de la route vers le rail. Député à l'Assemblée Nationale, j'ai été l'auteur du "schéma national de service collectif de transport de fret" et je parle en connaissance de cause » (là on en a mis plus que la tête de chapitre car ça valait son pesant de bananes, « Une aberration financière » et pour finir la conclusion : « Avec moi, vous enverrez à l'Assemblée Nationale un député de confiance qui s'opposera avec conviction à ce projet aberrant » C'était le côté face de monsieur Espilondo.

Côté pile, c'est la lettre au premier ministre en date du 17 juin qu'il vient de cosigner avec Alain Rousset et Mme Jarraud Vergnolle (sénatrice et conseillère municipale à Anglet... et habitante à Mouguerre). Lettre pour accélérer la LGV sur Tours-Bordeaux et pour la poursuite de la LGV à travers le Pays Basque.

Même profil pour Mme Jarraud Vergnolle dont l'époux, candidat aux cantonales en 2008 écrivait : « Les projets ferroviaires sont un des enjeux de notre canton. Le débat est en cours à propos de la nouvelle ligne LGV. S'il est souhaitable que le Pays Basque soit connecté au TGV Sud Europe Atlantique, il est impensable qu'une nouvelle ligne défigure notre environnement. Entre Bayonne et la frontière espagnole, le TGV devra utiliser les lignes existantes ».

Et dire que quelques jours avant dans un dossier de la Semaine du Pays Basque, M. Espilondo écrivait : « Il convient de se montrer prudent ».

# La grippe porcine

## une belle cochonnerie avec de gros porcs !

Article de Doreen Carvajal et Stephen Castle,  
paru le 5 mai dans le New York Times :

« A US Hog Giant Transforms Eastern Europe »

<http://www.nytimes.com/2009/05/06/business/global/06smithfield.html?pagewanted=1&r=1>

Traduction pour les Amis de la Terre : Christian Berdot

### Cenei – Roumanie

Depuis des décennies – depuis l'empire des Habsbourg et durant la dictature communiste – les paysans gagnaient péniblement leur vie en élevant des cochons, en conduisant des chevaux le long de vieilles routes défoncées, tout en murmurant des prières rituelles, les jours d'abattage.

Les coutumes et les métiers anciens disparaissent et l'atmosphère elle-même, est en train de changer, transformée par un nouvel arrivant, Smithfield Food. Sans qu'on le remarque dans le reste du continent, ce géant de l'agrobusiness est entré dans l'Europe de l'Est avec la force d'une machine industrielle, rassemblant des réseaux de fermes, élevant des porcs à grande vitesse et les abattant sans perdre le moindre bout de viande ou de muscle qui puisse être pressé dans une saucisse.

Le bouleversement que connaissent, dans la ceinture des fermes porcines, la Pologne et la Roumanie, les deux principaux pays membres de l'Union Européenne à l'Est, fait partie des plus grandes transformations agricoles que le continent ait connues.

C'est aussi un bon exemple de la façon dont cette compagnie classée dans le Fortune 500, et basée en Virginie opère dans ses avant-postes les plus éloignés. Smithfield a un joint-venture dans un élevage de porcs au Mexique situé pas loin de là où des scientifiques états-uniens recherchent un lien potentiel entre les porcs et une nouvelle souche de grippe chez les humains. Alors que l'origine du virus est toujours sujette à caution, Smithfield insiste sur le fait qu'aucun de ses porcs, ni de ses

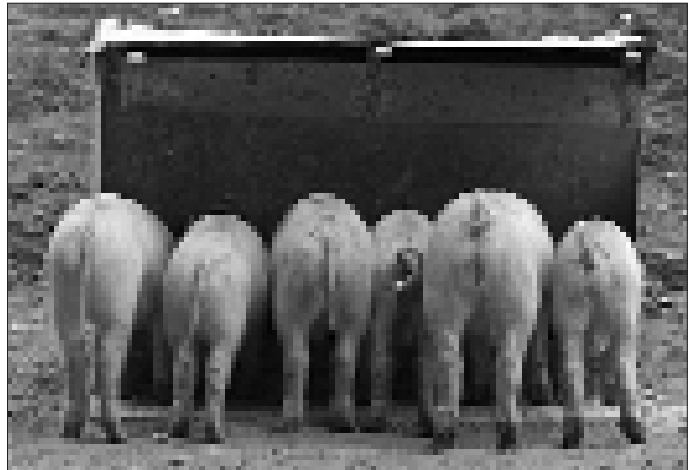
employés n'a été touché par la maladie.

Mais la démarche globale de Smithfield est claire. Son président Joseph Luter III a décrit son entreprise comme se développant « beaucoup, beaucoup et très, très vite ». En moins de 5 ans, Smithfield a recruté des politiciens en Pologne et en Roumanie, a profité des importantes subventions agricoles de l'Union Européenne, contré les groupes locaux d'opposition pour créer un conglomérat d'usines d'aliments, d'abattoirs et de porcheries climatisées, abritant des milliers de porcs.

La firme s'est développée à une telle vitesse qu'elle a oublié d'obtenir les autorisations environnementales ou d'informer les autorités sur les cas de décès de porcs – oublis qui apparurent lorsque la fièvre porcine balaya 3 installations en 2007, dont deux fonctionnaient sans permis. Quelques 67 000 porcs moururent ou furent détruits qu'ils soient infectés ou en bonne santé, afin d'empêcher l'extension de la maladie.

Aux Etats-Unis, Smithfield affirme qu'il a été une aubaine pour les consommateurs. Les prix du porc ont baissé de 20 % entre 1970 et 2004, d'après le ministère de l'Agriculture, ce qui représente une économie de 29 dollars par an et par consommateur.

En Europe de l'Est, comme dans les états agricoles des Etats-Unis où Smithfield a développé sa stratégie industrielle, la question est de savoir si ces économies contrebalancent les énormes coûts. La compagnie affirme être « à l'écoute des préoccupations de ses voisins » et que les plaintes proviennent souvent de résidents mécontents d'être laissés



« Cette odeur quotidienne nous rend fous... »

de côté. Par contre, pour Robert Wallace, un professeur de géographie l'Université du Minnesota en visite, l'ascension mondiale de Smithfield n'est qu'une partie « d'une révolution plus large de l'industrie de l'élevage qui a créé de véritables villes de porcs et de volailles », dans les nations pauvres aux réglementations faibles. « Le prix à payer s'alourdit pour les petits paysans ».

D'après les statistiques de l'Union Européenne, le nombre d'éleveurs de cochons en Roumanie a baissé de 90 % – il est passé de 477 030 en 2003, à 52 100 en 2007. Les expaysans ont été coulés par les bas prix de Smithfield et doivent, soit émigrer, soit se tourner vers le secteur de la construction. A leur place, la compagnie emploie ou est sous contrat avec 900 personnes et achète les céréales auprès de 100 agriculteurs.

En Pologne, il y avait 1,1 million de paysans produisant du porc en 1996. Selon la Chambre Nationale de l'Agriculture Polonaise, en 2008, leur nombre avait baissé de 56 %, car l'arrivée de méthodes agricoles modernes avait transformé l'agriculture.

Il y a deux ans, Daniel Neag avait 300 cochons dans les étables aujourd'hui vides et balayées par le vent, à Lugo en Roumanie. Depuis 2005, le nombre de membres de son association d'éleveurs est

tombe de 300 à 42. Le trésorier travaille maintenant comme apiculteur. L'impact sur l'environnement est encore plus frappant. Avec près de 40 fermes dans l'ouest de la Roumanie, Smithfield a construit d'énormes réservoirs métalliques pour les déjections afin d'injecter les déchets dans le sol. « Cette odeur quotidienne nous rend fous » dit Aura Danielescu, directrice de l'école de Masloc, tout en fermant bien la fenêtre.

Dans le comté roumain de Timi, les installations de Smithfield sont parmi les principales sources de pollution de l'air et de l'eau d'après un rapport local. Le rapport indique aussi que les émissions de gaz dans l'air ont augmenté de 65 % entre 2002 et 2007.

Les contribuables doivent aussi payer une partie de la facture. Smithfield tape dans le pot des subventions de l'Union Européenne – un total de 50 milliards d'euros disponibles l'an dernier pour l'ensemble de l'Union – subventions censées favoriser une agriculture équilibrant modernité et souci de l'environnement.

C'est le même enchaînement de circonstances qui fait que des éleveurs de cochons africains abandonnent leurs activités car ils ne peuvent faire face à la concurrence de Smithfield qui a dégoté d'autres subventions pour favoriser l'exportation des bas morceaux bon marché

de porcs de la Pologne vers l'Afrique.

Les représentants de Smithfield défendent énergiquement leurs méthodes. Ils affirment qu'ils ont tout fait pour étouffer les cas de fièvre porcine et ils prétendent que l'absence de permis était une omission. Charles Griffith, avocat de la compagnie répondit à une question écrite : « *Nous avons appris à ne pas considérer que la connaissance de nos projets et opérations par le gouvernement équivalait à une autorisation de continuer à avancer jusqu'à que nous ayons obtenu les permis nécessaires* ».

Les responsables de la compagnie insistent aussi sur les investissements importants réalisés dans des régions pauvres de l'Europe de l'Est et sur leur engagement à réinvestir les bénéfices localement. Monsieur Griffith illustra certaines de ces donations en citant « *l'acquisition, la rénovation et la construction d'usine de transformation de viande, les unités d'élevage, les fabriques d'aliments et les installations de stockage réfrigérées* » ainsi que le soutien apporté à des « *réseaux d'agriculteurs indépendants qui sont sous contrats pour abriter et engraisser les porcs jusqu'au poids du marché* ».

Certains villageois dans la nouvelle zone du porc sont sidérés. « *Pour eux, c'est comme avoir à faire avec des sauvages dans la pampa où seul comptent le pouvoir et la force* », nous dit Emilia Niemyt, mairesse de Wierzchkowo, petit village polonais de 331 personnes qui a porté plainte à cause des odeurs. « *Ils réalisent leur idée de la conquête de l'Est avec les mêmes méthodes que la conquête de l'Ouest* ».

### Chaîne d'assemblage de porcs

Lorsque l'Est fit signe en 1999, Smithfield exporta sa stratégie d'intégration verticale, copiée sur le géant de la volaille Tyson Foods. Le principal partisan de cette stratégie est M. Luter, dont la famille transforma un établissement de conditionnement de la viande, en un monstre affichant presque 12 milliards de revenus annuels.

Chaque étape de la vie d'un porc – de l'insémination artificielle, aux caractéristiques génétiques d'éle-

vage – est contrôlée. Une poignée de salariés surveillent des milliers de porcs qui passent toute leur vie confinés, sous lumière constante pour favoriser la croissance. Les truies produisent 3 ou 4 fois par an des petits. Dans un délai de 300 jours, un porc pesant en gros 120 kg est prêt pour l'abattage.

C'est dans les années 1990, dans l'est de la Caroline du Nord, que Smithfield a mis au point sa méthode, dans une région productrice de tabac, en crise. En 2000, de l'argent provenant d'un comité d'action politique de Smithfield a commencé à être versé dans cet état, puis un peu partout aux Etats-Unis. Finalement, plus d'un million de dollars furent versés à des candidats pour des élections locales et fédérales. Les avocats de Smithfield aidèrent à l'obtention rapide d'autorisations pour Smithfield et à l'exemption des élevages de porcs, des règlements de zonages.

Tandis que Smithfield s'épanouissait, le nombre d'élevage de porcs aux Etats-Unis plongea de 90 % passant de 667 000 en 1980, à 67 000 en 2005. Certains états agricoles commencèrent à s'inquiéter. Lorsque l'ouragan Floyd frappa la Caroline du Nord en 1999, des pluies torrentielles détruisirent six lagunages de lisier de porcs, amenant les autorités locales à imposer un moratoire sur de nouvelles unités d'élevage utilisant des lagunages.

L'état du Missouri aussi imposa à Smithfield d'installer les technologies nécessaires pour réduire les odeurs. Dans l'Iowa, les lobbyistes de Smithfield repoussèrent les tentatives visant à forcer les transformateurs de viande à acheter leurs porcs sur le marché général, au lieu de n'utiliser que leurs propres animaux.

Devant faire face à plus de restrictions aux Etats-Unis, Smithfield déplaça son projet d'élevage de gibier de la Caroline du Nord vers la Pologne et la Roumanie, où la compagnie profita habilement de la faiblesse des économies et de celle des systèmes politiques et réglementaires.

Aujourd'hui Smithfield est le premier producteur de porc en Roumanie où la firme possède une énorme usine de conditionnement de la viande, presque 40 élevages de porcs et des terres agricoles couvrant plus de 20 000 hectares. En Pologne, la compagnie emploie 500 agriculteurs pour élever des porcs destinés à

son abattoir datant de l'époque communiste, Animex. Smithfield refuse de dévoiler le montant total des subventions que la firme a touchées. La Roumanie paye une taxe de 30 euros par porc élevé, ce qui laisse penser qu'avec 600 000 porcs produits par an, Smithfield a droit à 18 millions d'euros de subventions nationales spéciales, prévues pour améliorer la maigreur des porcs. Bien que la compagnie ait affirmé mardi dernier, que tous ses porcs n'étaient pas qualifiés pour recevoir cette prime, elle refusa de préciser le nombre. Des données roumaines récemment publiées montrent que la compagnie a reçu 300 000 euros de subventions pour ces terres cultivées l'an dernier et plus de 200 000 euros de dotation spéciale pour les nouveaux états de l'Union Européenne. En Pologne, Smithfield a encaissé plus de 2 millions d'euros pour sa filiale AgriPlus. Le directeur général d'AgriPlus, Luis Cerdan, explique que « *Les subventions sont de l'argent et qu'elles améliorent les profits de la compagnie* ».

Mais pour M. Griffith, l'avocat de la firme, les bénéfices sont minces. D'autant plus ajoute-t-il « *Si vous considérez que nous n'avons pas gagné le moindre argent de ces opérations et que nous n'avons pas en projet de le faire dans le futur prévisible* ».

### Des aides au plus haut niveau

Dès leur arrivée en Europe de l'Est, Smithfield fit la cour à des politiciens importants, à la fois en Pologne et en Roumanie, ce dernier pays étant particulièrement pauvre, avec ses 23 millions d'habitants, son gouvernement faible et sous la pression constante de l'Union Européenne à cause de ses problèmes de corruption.

Dans le désordre qui suivit l'ère communiste, l'important était de savoir à qui s'adresser. A Bucarest, Smithfield s'adressa à Nicholas Taubman, un riche homme d'affaires républicain, qui fut l'ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie, sous le gouvernement du président Georges Bush. M. Taubman accompagna les dirigeants de Smithfield, lors de leurs rencontres avec le président et avec le président et le Premier ministre.

« *Je suis de Virginie et c'est une grande entreprise et je les connais bien* » dit M. Taubman, notant qu'il avait aussi aidé Ford Motor qui a eu la tâche plus facile en Roumanie car la firme avait le soutien d'un ministre du gouvernement.

Une fois que les hauts dirigeants soutinrent Smithfield, les projets purent être développés. Plus d'une douzaine d'installations d'élevages furent dessinées par un cabinet d'architecte appartenant à Gheorghe Seculici, un ancien vice-premier ministre avec des liens étroits avec le président Traian Basescu de Roumanie qui est le parrain de sa fille.

Une aide supplémentaire provint d'un canal proche : les conseillers de Smithfield, la firme McGuire-Woods originaire de Virginie, installa un bureau à Bucarest en 2007 pour faire la liaison entre Smithfield et le gouvernement roumain. Pour quantité de raisons, McGuireWood était le choix parfait : en effet, c'est cette firme qui a représenté la Roumanie et pendant 3 ans fait campagne et pression pour obtenir l'adhésion de la Roumanie dans l'OTAN.

Le président roumain, M. Basescu n'hésita pas à exprimer sa reconnaissance envers cette firme, qu'il félicita lors d'une conférence jointe avec le président Bush, lors d'un sommet de l'OTAN, l'an dernier. La reconnaissance de Smithfield fut elle aussi très visible : d'après le ministre des Affaires Etrangères, la firme contribua avec 20 000 euros, à l'achat des uniformes de cérémonie roumaines lors de la rencontre au sommet.

Pour M. Taubman, il est essentiel d'avoir ces contacts : « *Il est extrêmement difficile de faire des affaires si vous n'avez pas quelqu'un comme le Premier ministre ou quelqu'un dans le cabinet du Premier ministre qui fait suivre dans*



« *Et pour le porc... c'est pareil !* »



le bas de l'échelle à la personne concernée et lui dit ce qui doit être fait ».

Aussi franc que cela puisse paraître, le lobbying d'une grande firme des Etats-Unis – le super pouvoir à qui les Européens de l'Est cherchent à plaire – ne plait pas à tout le monde. Sten Steensen, expert agricole auprès de l'ambassade du Danemark, pays qui a aussi implanté des élevages porcins en Europe de l'Est affirme : « *Nous comprenons la diplomatie publique et le lobbying politique, mais nous souhaitons que les affaires et les relations commerciales se fassent d'une façon normale et juste* ».

Dans un rapport sur l'agriculture M. Steensen écrit : « *La domination et les méthodes ouvertement agressives de Smithfield sont inquiétantes* ».

## Désastres environnementaux

Les liens étroits avec les hautes sphères du pouvoir permettaient à Smithfield de se protéger des protestations des communautés locales. La compagnie reçut une amende de 9 000 euros pour avoir déversé du purin sur une autoroute locale à cause d'une citerne qui fuyait ; de 35 000 euros pour un réservoir défectueux d'où suintait le purin dans le sol ; de 35 000 euros pour 4 stations d'élevage fonctionnant sans autorisation dans le comté d'Arad ; et de 18 000 euros pour ne pas avoir empêché la pollution de l'eau.

Quelques villageois cependant ne voient que leurs propres avantages. « *J'ai des terres près de chez eux et il n'y a aucun problème* » affirme Dorin Mic Aurel, le maire de Masloc. Smithfield est le premier contribuable de Masloc et ses 27 000 euros annuels de contribution ont aidé à amener l'eau courante au village. Smithfield a pourtant eu du mal à surmonter les retombées de l'épidémie de fièvre porcine qui frappa Cenei. A l'époque, les cadavres de porcs s'entassaient et les voisins se rappellent les efforts chaotiques pour abattre au fusil et brûler les porcs. Cette souche n'affecte que les porcs, mais des scientifiques ont trouvé des éléments de virus porcins – un provenant d'Europe ou d'Asie et l'autre d'Amérique du nord – dans le code génétique du

virus de la nouvelle grippe A (H1N1).

Lorsque Ciprian Ciurdar, le maire adjoint de Cenei se plaignit que la puanteur des fermes environnantes était effroyable, Smithfield répondit que c'était la faute à la vague de chaleur.

M. Ciurdar raconte aussi comment, lors d'une visite d'une station d'élevage, un collègue prenait des photos jusqu'à ce qu'un membre de la sécurité saisit la camera et détruisit les photos. « *Ce n'est pas parce que vous êtes propriétaires que vous avez le droit de faire n'importe quoi*. » affirme M. Ciurdar, en élevant la voix.

Smithfield se défend en affirmant « *qu'il est impossible de savoir* » pourquoi les porcs sont tombés malades, tout en relevant une rupture dans la fourniture des vaccins anti-grippe fournis par le gouvernement pour les porcs. Pourtant plusieurs responsables des deux bords de la polémique pensent que Smithfield a tout simplement été dépassé par sa propre machine industrielle et ses cochons qui n'arrêtent pas de se multiplier.

Pour M. Seculici, l'architecte « *Des milliers de porcelets étaient nés et il n'y avait aucune place pour les loger car les nouvelles installations n'étaient pas terminées. Personne ne veut l'admettre, mais c'est cela la cause de la grippe porcine. Ils ont été obligés d'improviser* ».

Smithfield reconnaît que de jeunes porcs furent placés dans des installations en construction, mais insiste sur le fait que cela n'a eu aucun effet sur leur santé.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis, M. Taubman reconnaît que « *Cela a été fait trop vite et a causé un tas de problèmes* ».

Lorsqu'il s'est agi de nettoyer, Smithfield s'est de nouveau tourné vers les aides spéciales de l'Union Européenne, demandant 11,5 millions de dollars de compensation. Mais les autorités locales –celles ayant autorité pour distribuer l'argent– refusèrent la demande, scandalisées qu'elles étaient par le fait que l'épidémie se développait dans des installations non autorisées et qu'elles accusaient en plus d'avoir des mesures de biosécurité laxistes. Une mission spéciale de la Commission Européenne confirma certaines de leurs plaintes et trouva que Smithfield avait omis de fournir des rapports réguliers sur la mort de ses porcs et laissait ses employés



Les cas de grippe porcine repertoriés à l'échelle mondiale par l'OMS en mai dernier

aller librement d'une installation à l'autre, malgré des soupçons de fièvre porcine.

Pour M. Griffith, l'avocat de Smithfield « *Bien que nous reconnaissons ces dysfonctionnements, cela ne signifie pas que nos installations opéraient hors du cadre des autorités roumaines. Nos installations fonctionnaient de façon ouverte, avec un contact régulier, au jour le jour, avec ces autorités. Lorsque nous découvrîmes qu'un certain nombre de nos installations en Roumanie fonctionnaient sur la base de l'urgence, sans les autorisations requises, nous avons tout fait pour obtenir ces autorisations* ».

Ne pouvant obtenir l'argent, Smithfield se tourna vers Valeriu Tabara, président du Comité Agricole du Parlement roumain. Avec le soutien d'autres hommes politiques, M. Tabara obtint un amendement qui permettra dorénavant de compenser les pertes des propriétaires d'animaux, dues à des maladies, même dans le cas de non-respect des règles de biosécurité.

Smithfield ne sait pas s'il va profiter de cet amendement. La révision d'après M. Griffith « *ne s'appliquerait pas rétroactivement à leur demande. Mais il est sûr que Smithfield fait partie des compagnies qui ont enregistré des pertes* ».

## Un combat à travers les continents

Lorsque M. Neag, l'ancien éleveur de cochons parcourt son pays ; seuls deux animaux le suivent : deux pauvres corniauds.

Il cultive maintenant des céréales, comme beaucoup d'autres anciens éleveurs qui se plaignent que leur revenu annuel a baissé de moitié pour atteindre 5 000 euros.

« *Je ne pensais pas qu'il y avait des*

*ennemis comme ça qui viennent prendre le pain de la notre bouche* » dit-il en repensant à l'arrivée de Smithfield.

En Côte d'Ivoire, on peut entendre un échos lointain à sa plainte.

A Abidjan, la ferme à cochon de Patrice Yao, près de la prison locale, fait partie d'un groupe où des paysans comme lui et Basile Donald Yao essayent de survivre, bien que le marché soit inondé de porc congelé bon marché, en provenance de l'Europe.

« *Ma ferme ne marche plus* ». Nous dit M. Yao, 27 ans propriétaires de 45 cochons alors qu'il en avait encore 100, il y a trois ans. « *Les Européens envoient leur viande à bas prix sur notre marché* ».

Andrzej Pawelczak, porte-parole de l'usine de conditionnement Animex, refusa de préciser vers quels pays de l'Afrique de l'Ouest les morceaux de porcs étaient envoyés. Pourtant, dans le Magazine des Agriculteurs Polonais, il cite le Libéria, la Guinée Equatoriale et la Côte d'Ivoire.

D'après des responsables agricoles polonais, Animex a reçu plus de 3 millions d'euros d'aide à l'exportation.

Face à cette situation, les paysans ivoiriens ne peuvent faire face. Le porc local frais se vend à 2,50 dollars le kg, alors que les bas morceaux congelés en provenance de l'Europe sont en promotion dans des marchés bondés à 1,40 dollars le kg.

Beaucoup de paysans ont abandonné, nous dit M. Yao et cherchent du travail. Tout comme les ex-paysans roumains parcourant l'Europe à la recherche d'un site de construction, il envisage lui aussi de devenir, lui-même, un produit d'exportation.

« *J'ai déjà mon passeport et lorsque l'occasion se présentera, je partirai. Je rêve d'aller en Italie ou en Espagne. Ici, il n'y a plus rien pour nous* ».

# FINANCEMENT DE LA LGV

## Une arnaque peut en cacher une autre



**Un article récent du Canard Enchaîné (10/06) annonce un « train de cadeaux » pour les géants du BTP qui financeront 50 % des investissements d'infrastructures ferroviaires et fluviales du méga plan de relance sarkozien annoncé en décembre 2008. On y apprend que dans un contexte de crise où les emprunts pourraient coûter jusqu'à 10 % plus cher que prévu, les bétonneurs se font tirer l'oreille et certains projets comme le projet de métro circulaire en Ile de France, 16 milliards, ne se feront pas en PPP\***

**H**EUREUSEMENT nos ultra libéraux dirigeants ont su réagir et ont mis une fois de plus l'argent public, notre argent, au service d'une noble cause : sauver les PPP et le plan Sarkozy. En effet, une loi de février 2009 autorise l'Etat à garantir, à hauteur de 80 % et dans la limite de 10 milliards les emprunts faits par les sociétés privées dans le cadre des PPP.

Le Canard donne l'exemple de l'Ile de la Réunion où un projet de train-tram à 1,6 milliards aura pour objec-

**Les profits seront encaissés par les entreprises privées, les pertes, bien sûr, seront pour notre pomme !**

tif de désengorger le trafic dans le Sud de l'île. Ce sera du tout bon pour les rois du béton : 50 % du projet sera financé par l'argent public (25 % par l'Etat et 25 % par les collectivités locales, comme pour « notre » projet de LGV), 50 % par le privé, soit 1 milliard mais sur ce milliard 80 % sera garanti par la Caisse des Dépôts et Consignations, c'est à dire par l'Etat. En clair : pour un risque de 160 millions soit 10 % du coût total, l'heureux bénéficiaire (Bouygues, Eiffage ou Vinci) se verra attribuer les travaux ET la concession de la ligne pour plusieurs dizaines d'années (comme dans le cas des autoroutes). Si bénéfiques il y a, le privé encaissera, si pertes il y a, elles seront à 90 % pour notre pomme.

L'article nous apprend également, sans surprise, que la même bande des trois espère obtenir des conditions aussi alléchantes pour la LGV Tours-Bordeaux. Il en sera probablement de même pour la LGV Bordeaux-Irun, dont le financement est déjà prévu en PPP. On comprend

mieux la défense acharnée de tous ces projets par l'UMP et le PS !

**En résumé, ici, du sud des Landes à la frontière nous verrons :**

- Notre environnement saccagé ;
- Nos impôts locaux confisqués (25 % du financement est à la charge des collectivités locales) ;
- Nos impôts versés à l'Etat couvrir les investissements à risque des géants du BTP... Et, cerise sur le gâteau, une forte augmentation du billet de train.

Pour ne prendre qu'un exemple, le dogme de l'efficacité du secteur privé coûte bien cher aux Britanniques : pour un service très inférieur à celui de la SNCF les tarifs y sont de 50 à 100 % plus élevés.

Une idée de titre pour *Sud Ouest* : « *Le Diktat des géants du BTP* »

Le rapport de 2008 de la Cour des Comptes nous met en garde. Selon lui, les PPP n'offrent d'avantages qu'à court terme et s'avèrent finalement onéreux à moyen et long terme. Ca ne vous rappelle rien amis lecteurs d'Ortzadar ? (Source : Blog de J.J. Urvoas, député PS).

A propos du *tram-train* de la Réunion : c'est la SR 21 société d'économie mixte dirigée par Pierre Vergès, le fils du président du conseil régional, qui s'occupe du *tram-train*, qui a décidé de son mode de financement : elle a opté pour un partenariat public-privé. (source Wikipedia)

**NDLR : les Vergès sont les figures de proue du PC réunionnais !**

(\* PPP : Partenariat Privé Public : une procédure qui permet à une collectivité de déléguer à un groupe privé la construction et la gestion d'équipements publics sur une durée pendant laquelle la collectivité versera un « loyer », avant de récupérer le site en fin de contrat.

## SIGNEZ LA PETITION CONTRE LA LGV

Signez et faites signer massivement  
la pétition contre la LGV

Elle est en ligne sur le site :

**[www.voiesnouvellestgv.webou.net](http://www.voiesnouvellestgv.webou.net)**

On peut la faire signer sur papier et nous envoyer le tout à :

**CADE chemin de Galharret 64990 MOUGUERRE,**

ou à :

**UDE Centre Altzabea Hiribehere 64480 USTARITZ**

# Bugangue à nouveau en danger

**Après avoir écarté les premières attaques grâce à l'impossibilité d'utiliser la route (passant dans le périmètre de captage d'eau potable), les Amis de Bugangue doivent faire à nouveau face au même projet mais avec un transport des matériaux par l'intermédiaire d'une ligne téléphérique. Nous leur avons donc donné à nouveau la parole et appelons à leur manifester le soutien le plus large.**

**D**EPUIS plusieurs années, le quartier de Bugangue, espace vert naturel situé à la périphérie d'Aramits, entre village et montagne, avait trouvé sa vocation : tourisme et pastoralisme. Depuis plusieurs années également, les habitants de ce quartier s'étaient efforcés de lui insuffler une vie nouvelle, en s'engageant pour investir dans le développement d'activités fondées sur cette double vocation, en accueillant notamment, dans de nombreux gîtes aménagés à cet effet, une population autochtone et étrangère, issue de toutes les couches sociales et classes d'âge, mais consciente des vertus revitalisantes d'un court séjour de repos dans un cadre, somme toute, exceptionnel.

Il faut dire à ceux qui ne l'auraient pas encore découvert, bien qu'il soit répertorié par de nombreux organismes de tourisme, ce qui fait l'exception de ce site : des cours d'eau d'une pureté extraordinaire, classés Natura 2000, sur le secteur, des espèces protégées tant dans la faune et la flore ont été validées, par l'ONEMA et le Conservatoire Botanique Sud Atlantique, des hêtres et des chênes centenaires recouvrent le piémont d'une montagne pyrénéenne déjà, hélas ! fort

dénudée, un air vivifiant et sain que les médecins recommandent régulièrement à ceux qui sont affectés par l'asthme ou d'autres troubles respiratoires.

Or, voici que ces quelques arpents de verdure sont menacés, à court terme, de disparition sous la pression d'hommes d'affaires qui ont bâti leur fortune sur l'exploitation, à ciel ouvert, du sous-sol des vallées avoisinantes (déjà 3 carrières dans un rayon de 10 Km) et qui, avec la complaisance d'élus locaux peu soucieux d'environnement, s'appêtent à inscrire, demain, le site de la forêt de Bugangue dans le périmètre d'activité de leurs pelles mécaniques, de leurs bulldozers et de leurs artificiers.

Les riverains de ce quartier sont choqués, au dernier degré, par l'indifférence et la désaffection que leurs protestations, bien que portées par une association qui compte aujourd'hui plus d'une centaine de membres, ont rencontré auprès de la commune d'Aramits. Non seulement celle-ci ne les a pas entendus, mais elle agit désormais comme s'ils n'existaient pas, en autorisant, la semaine dernière, le principal promoteur de ce projet à lancer ses engins de terrassement à l'assaut des coteaux et des bois de leur quartier, à proximité immédiate des habitations et des gîtes qui s'y trouvent.



Aussi sont-ils déterminés à faire largement connaître – et en haut lieu si cela s'avère nécessaire – la criminelle impéritie que représenterait une décision prise en faveur de l'ouverture d'une telle carrière, au sein d'un biotope incapable d'en supporter les effets collatéraux dont le plus grave, le plus irréversible et, sans doute, le plus probable serait la pollution, voire la disparition des sources qui alimentent en eau potable les villages d'Aramits, et d'Ance, lesquelles représentent, jusqu'à présent, la seule garantie offerte à leurs habitants de disposer de conditions de vie relativement stables.

Ils ont aussi l'espoir que vous ne resterez pas insensible à la cause qu'ils soutiennent et que vous vous étonnez, comme eux, qu'au lendemain du Grenelle de l'Environ-

nement et de l'émotion qu'a suscitée, à travers toute l'Europe, l'annonce de bien sombres prédictions, on puisse tolérer que, dans ce petit coin de France, soit donné un exemple aussi diamétralement opposé à ce qui doit être fait et sur quoi un large consensus s'est établi.

**« Les Amis de Bugangue »**  
Association soutenue par SOS  
Environnement et Agréée par le  
Ministère de l'Environnement.

Quartier Bugangue  
64570 ARAMITS  
Tél / Fax : 05 59 39 30 54  
Portable : 06 87 49 98 37

• E-mail :  
[amisdebugangue@wanadoo.fr](mailto:amisdebugangue@wanadoo.fr)  
• Internet :  
[www.amisdebugangue.fr](http://www.amisdebugangue.fr)



# Réponse de Hazketa 2010

Quand le « sent bon » camouffle le manque de « bon sens »

**D**ANS les semaines qui ont précédé la période estivale (juin 2009) quel Haspandar (ou quel automobiliste empruntant la route départementale qui relie Hasparren et Briscous) n'a pas senti de fortes odeurs désagréables ? Certains auront sans doute pensé qu'elles provenaient d'entreprises de la zone industrielle Pignadas tandis que d'autres seront restés sans réponse... En fait, elles provenaient directement de la décharge ! Amplifiées par les travaux alors à l'oeuvre, ces nuisances olfactives sont le symbole d'une gestion qui n'en a que le nom... Aussi, ce nouvel épisode a été une occasion supplémentaire pour l'association *Hazketa 2010* de s'interroger sur la calamiteuse gestion de la société *Sita / Sud-ouest* (ex *France-Déchets*) et à fortiori sur ses capacités d'anticipation.

## Petit retour en arrière...

En 1995, au début de l'exploitation par *France / Déchets*, la zone consacrée au stockage des déchets n'est pas protégée par les membranes. Or, ces membranes ont pour vocation de protéger la terre des déchets. En 2006, les dommages occasionnés n'étant plus à prouver, un Arrêté ministériel ordonne de fermer les anciennes décharges pour le 1<sup>er</sup> juillet 2009. Trois années accordées à ces « spécialistes du déchet », pour finalement attendre le 8 juin 2009 pour débiter les travaux ! Pourquoi avoir attendu le dernier mois pour se mettre en conformité avec la loi ? Afin de respecter la réglementation, la société aurait pu prévoir de combler quotidiennement cette zone avec des déchets entrants. A la



place, ces opérations de transferts nécessitent le déplacement de 40 000 tonnes de déchets déjà enfouis et génèrent ainsi des nuisances, odeurs, bruits et poussières... sans compter les risques pour le personnel travaillant sur ce chantier. Par ailleurs, en ces temps de crise, nous sommes en droit de nous demander qui supportera le coût de cette gestion déplorable ?

Enfin, la précipitation de ces travaux aura eu comme seul avantage de faire mettre un nom sur les nuisances olfactives récurrentes sur notre commune. Désormais, chacun peut savoir qu'il ne s'agit pas d'un gaz émanant d'une entreprise, d'un rat mort « oublié », mais d'odeurs provenant de la décharge. Et que ceux partis en vacances au moment des travaux se rassurent : les nuisances olfactives continueront encore jusqu'en 2015 !

Depuis 15 ans d'exploitation du site, *Sita/Sud-ouest* pratique la gestion à l'économie. L'association *Hazketa 2010* attend impatiemment la fermeture définitive de ce site, en 2015, au terme du contrat.

## Quand la nature reprend le dessus

*L'article ci-dessous est un extrait d'un article signé par Sylvie Simon, une journaliste scientifique de renom.*

**C'**EST en 2004, qu'un agriculteur de Macon, en Géorgie, ville située à environ 130 kilomètres d'Atlanta, remarqua que certaines pousses d'amarantes résistaient au Roundup dont il arrosait ses cultures de soja. Les champs victimes de cette envahissante mauvaise herbe ont été ensemencés avec des graines Roundup Ready, qui comportent une semence ayant reçu un gène de résistance au Roundup auquel nulle « mauvaise herbe ne résiste ». Depuis cette époque, la situation s'est aggravée et le phénomène s'est étendu à d'autres états, Caroline du Sud, et du Nord, Arkansas, Tennessee et Missouri. Selon un groupe de scientifiques du Centre for Ecology and Hydrology, organisation britannique située à Winfrith, dans le Dorset, il y aurait eu un transfert de gènes entre la plante OGM et certaines herbes indésirables, comme l'amarante. Ce constat contredit les affirmations péremptoires et optimistes des défenseurs des OGM qui pré-

tendaient et persistent à affirmer qu'une hybridation entre une plante génétiquement modifiée et une plante non-modifiée est tout simplement « impossible ».

La seule solution est d'arracher les mauvaises herbes à la main, comme on le faisait autrefois, mais ce n'est pas toujours possible étant donné l'étendue des cultures. En outre, ces herbes, profondément enracinées sont très difficiles à arracher et 5 000 hectares ont été tout simplement abandonnés.

Nombre de cultivateurs envisagent de renoncer aux OGM et de revenir à une agriculture traditionnelle, d'autant que les plants OGM coûtent de plus en plus cher et la rentabilité est primordiale pour ce genre d'agriculture. Ainsi Alan Rowland, producteur et marchand de semences de soja à Dudley, dans le Missouri, affirme que plus personne ne lui demande de graines Monsanto de type Roundup Ready alors que ces derniers temps, ce secteur représentait 80 % de son commerce. Aujourd'hui, les graines OGM ont disparu de son catalogue et la demande de graines traditionnelles augmente sans cesse.

[/www.reporterre.net/spip.php?article332](http://www.reporterre.net/spip.php?article332)

## Action Citoyenne Environnementale

# Interview de l'association Hendayaise ACE

• **Comment est née votre association Action Citoyenne Environnementale ?**

**ACE :** C'est la suite logique du référendum « *Incinération des déchets, oui ou non ?* » du 19 et 20 février 2005. A Hendaye nous savions que si ce projet d'usine d'incinération voyait le jour sur le site Gaintzurizketa, à quelques centaines de mètres de chez nous, nous serions exposés comme les autres riverains de Txingudi aux nuisances polluantes et aux risques sanitaires qui en découleraient. Tout comme à Irun et Hondarribia, notre municipalité n'a pas estimé utile de passer par la voie référendaire. Un « Collectif pour une consultation populaire » s'est donc créé à l'initiative des 3 fondateurs de l'association « *Non à l'incinérateur* » et de membres de la société civile hendayaise. Ce collectif a estimé que les hendayais(es) ne devaient pas être tenu(e)s à l'écart de choix qui les concernaient. Il a donc organisé une consultation populaire dans des conditions similaires à celles d'Irun et Hondarribia. Ensuite, vu la participation supérieure (23,78 %) à celle des élections Européennes et les résultats : Non, 98,49 %, Oui : 1,01 %, bulletins blancs : 0,15 %, nous avons pensé que l'on se devait de créer une association citoyenne environnementale. ACE est donc née le 14 juin 2005.

• **Quelles sont vos actions dans le cadre de la préservation de la nature et de notre environnement ?**

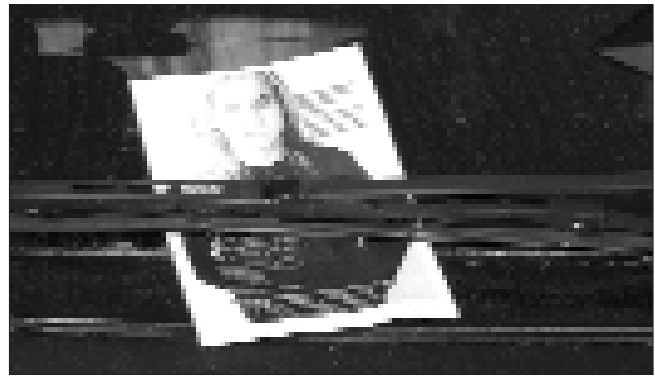
**ACE :** Nous essayons d'informer, de conscientiser pour favoriser la prise de conscience. Globalement, notre action tourne autour de 5 ou 6 thèmes majeurs :

✓ **L'aéroport de Hondarribia** nous a donné pas mal de fil à

retordre. Les lobbies reparlent du sempiternel feuilleton de l'allongement de la piste avec une arrivée massive de charters bien que les dernières statistiques publiées par Aena (Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea) démontrent que le trafic de l'aéroport de Hondarribia / San-Sebastian a vu ses activités s'effondrer par rapport à 2008. Des décisions devraient être prises à l'automne.

✓ **Les déchets**, tous les ans certaines campagnes reviennent : en octobre nous essayons de sensibiliser les consommateurs au suremballage, en décembre nous participons régulièrement à « *La journée national Anti Pub dans les boîtes aux lettres* », cette année nous avons distribué notre propre autocollant. Nous souhaiterions que notre cité adopte la Redevance d'Enlèvement d'Ordures ménagères dite Incitative (REOMI). Fin avril nous avons adressé un courrier de trois pages allant dans ce sens à Jean Baptiste Sallaberry, Maire d'Hendaye, à ce jour, nous attendons toujours sa réponse.

✓ **La santé et l'environnement.** Il ne fait aucun doute que la santé de l'homme est intimement liée à celle de la terre et vice versa. Actuellement, nous travaillons sur les pesticides, l'engagement d'un nombre croissant de mairies contre leur utilisation atteste d'une véritable prise de conscience de leur dangerosité. Nous souhaiterions que Hendaye suive cet exemple et utilise des techniques alternatives et favorise le recours à des méthodes douces tant au niveau communal que citoyen pour tendre vers le « *Zéro pesticide* ». Nous espérons d'ailleurs que la Charte environnementale en cours d'élaboration tiendra compte de nos recommandations. Les antennes relais de téléphone mobiles et wimax ainsi que les lignes électriques à



PV « *environnemental* » pour les 4x4

haute tension sont également au cœur de nos préoccupations.

✓ **L'urbanisation galopante** de notre cité qui s'est un peu calmé à cause de « la crise » est également un de nos sujets d'inquiétude ainsi que les déplacements urbains qui deviennent catastrophiques en période estivale. Le cabinet d'urbanisme GHECO contacté par la majorité municipale afin d'établir un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a d'ailleurs repris certaines des suggestions que nous avons faites en août 2005 dans le cadre de l'enquête publique qui précéda l'adoption du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Et bientôt, en plein été, comme il est de tradition à Hendaye, nous « plancherons » sur le projet de nouveau règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

✓ **La LGV.** ACE adhère totalement aux thèses du CADE dont elle fait partie.

Ace a lancé plusieurs campagnes dont deux permanentes, l'une a commencé en juillet 2008 contre les 4X4 : Un PV « *environnemental* » bilingue est déposé sur tous les pare brise de ce type de véhicule stationnant dans les rues d'Hendaye, Biriadou, Béhobie et Urrugne et l'autre en mars 2009 qui joint la solidarité au geste écologique puisque l'association collecte des produits difficilement

recyclables comme les cartouches d'encre, les toners, les mobiles usagés ainsi que les vieux CD et DVD. Sept commerçants hendayais ont accepté de servir de « point de récupération ». Ces produits usagés seront régulièrement envoyés à 2 associations qui se chargeront de répartir les bénéfices récoltés à la recherche sur les maladies orphelines ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie dans les maisons de retraite et les services de pédiatrie. Nous allons d'ailleurs faire nos deux premiers envois la semaine prochaine.

Nous avons ouvert un site web en octobre 2008 pour être en prise directe avec les hendayais(es) et ainsi suppléer aux « carences » des médias :

<http://ace.hendaye.over-blog.fr/>

• **Un dernier mot, un commentaire ?**

**ACE :** L'humanité vit au rythme de ses excès. Il est temps de tourner la page sur cette époque d'insouciance et d'acquiescer un peu de maturité. Dans ce contexte, nous souhaiterions alerter sur la nécessité de préparer le monde de l'après-pétrole afin de ne pas le subir. De profonds changements sont à venir, tant au niveau économique, sociétal qu'environnemental notre association a un rôle à jouer et compte pleinement l'assumer.



# L'illusion de la « croissance verte »

**D**ANS la catégorie « *Greenwashing – Je lave plus vert* », la palme est attribuée à... Non, non, il ne s'agit pas de Monsanto avec son *Round Up* ni même de *Le Chat* avec sa dernière lessive plus verte que verte ! Il s'agit bien de notre chère élite dirigeante, qui n'hésite pas à reprendre en cœur les vertus de la « *croissance verte* ».

Personne n'y déroge, pas même notre ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo qui y a trouvé sa solution à l'urgence sociale et écologique, ni même Alain Juppé qui en fait un « *objectif vital* » pour l'avenir de la France et du monde dans son dernier livre au titre accrocheur, « *Je ne mangerai plus de cerises en hiver* ». Ainsi, la croissance verte signifierait l'entrée dans une économie moins polluante, plus économe en eau et en matières premières, et plus respectueuse des espèces et des cycles naturels.

Pourtant, à l'heure où de nombreux scientifiques désespèrent déjà, considérant que la concentration actuelle dans l'atmosphère des gaz à effet de serre est assez suffisante pour créer de grands bouleversements climatiques dans les décennies qui viennent, poursuivre un modèle productiviste en attendant que le progrès technologique réponde aux maux de la planète ne paraît pas viable.

## « Effet rebond »

Geneviève Azam, membre du conseil scientifique d'Attac, était là pour nous le rappeler lors de sa visite à Anglet le 26 Mars autour du thème « *Justice sociale et crise écologique : quelles politiques pour l'UE ?* ». Selon elle, l'entêtement néolibéral tendant à une fuite en

avant vers une production toujours plus accrue, même teintée de vert, apparaît bel et bien comme un leurre. Ainsi, faut-il encourager la consommation de voitures, sans cesse moins gourmandes en énergie, alors que le parc automobile ne cesse d'augmenter à travers le monde (l'OCDE prévoit une hausse de 50 % à 100 % du nombre de véhicules en circulation d'ici à 2020) ? Le même constat est affiché pour le recyclage des déchets, dont l'effet est plus que compensé par l'augmentation croissante de la quantité de déchets sur Terre. Il faut donc encourager les technologies propres, car l'injonction de toujours accroître les quantités produites, quelle que soit leur nature, conduit à une impasse. En attendant des jours meilleurs pour la planète, les solutions devront être tant politiques (taxe carbone, fermeture des centrales à charbon) qu'individuelles. Les changements climatiques qui sont en train de s'amorcer doivent nous contraindre à diminuer notre facture énergétique, nos transports, et à ralentir notre mode de consommation. A l'avènement du tout consommable et du tout jetable, seule une consommation au plus près de nos besoins, locale, respectueuse de l'environnement et de la dignité des hommes, paraît essentielle. Notre responsabilité de citoyens est engagée.

## La Justice sociale éclipsée

D'autre part, continuer de vanter les louanges de la sacro-sainte croissance (aussi verte soit-elle), tel un horizon indépassable, apparaîtrait comme une parade destinée à occulter la question essentielle des inégalités de revenu, et donc du partage des richesses créées. Pour Geneviève Azam, pas de doute, employer les termes de croissance verte est bel et bien un raccourci de langage permettant de « dépolitiser le débat ». Indissociable du respect de l'environnement, la question de la justice sociale doit plus que jamais rester au cœur des débats

afin de répondre à la crise actuelle et réellement atteindre les Objectifs du Millénaire pour 2015. Les propositions d'ATTAC dans ce sens sont plus que jamais pertinentes. Une remise à plat du système financier ainsi que la définition de biens publics mondiaux inaliénables s'imposent. De même, l'enjeu qui nous attend au niveau européen sera d'assurer une convergence par le haut des droits sociaux, une fiscalité harmonisée et redistributive, ainsi que la réorientation des aides de la PAC destinées en grande partie aux exportations alimentaires.

## Sortir de la croissance

Croissance ou décroissance, certains penseurs comme Hervé Kempf proposent d'abandonner cette notion purement comptable et court-termiste, et de se concentrer avant tout sur l'éradication de la pauvreté et sur la satisfaction des besoins essentiels de tous. Ce ne sont pas les technologies qui doivent être inventées en priorité mais des formes de relations sociales. « *Moins de biens, plus de liens* » pourrait être l'expression du renouveau d'un système où la logique d'accumulation de richesses et de biens serait remplacée par des formes de solidarité entre individus, orientées vers des activités à forte utilité sociale et environnementale, qui n'entrent pas toujours dans les chiffres de la croissance : santé, éducation, agriculture (comme les Amap (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), SEL (Système d'échange local), micro-crédit, finance solidaire, commerce équitable...)' Pour toute société qui aspire à être durable, cela demande de concevoir des objectifs politiques clairs, sincères et mesurables, vérifiés à l'appui par des critères d'évaluation intégrant les dimensions économique (à long

terme), sociale et écologique, ce que la foi mystique dans le PIB ne permet pas. La Commission Stiglitz ou « Commission de Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social », convoquée par notre président Sarkozy début 2008, devait rendre ses recommandations sur l'avenir des indicateurs de croissance et de PIB en avril, dans le sens d'indicateurs de richesse qualitatifs intégrant les notions de bien-être social et de respect de l'environnement. Finalement, à la demande de l'Élysée, toute publication ne sera pas rendue avant septembre.

Preuve que le bonheur, lui aussi, devra attendre des jours meilleurs.

## Mathieu Castaings

Attac pays Basque

(1) *Le mardi 8 septembre, un Attac Café sera consacré de 19 h à 21 h à la Taverne de l'Atalante à l'économie solidaire avec Geneviève Montaucet présidente du Sel « Clair de Lune » de Tarnos et Isabelle Manzacap membre d'une Amap de Bayonne.*

## Attac Pays Basque

81, avenue des Glycines  
64990 Mouguerre

<http://www.local.attac.org/paysbasque>

## Avec ces grosses chaleurs

Pensez à vous protéger



**N'oubliez pas de vous abonner !**

# Agriva - Fertiladour :

## L'opération camouflage du site radioactif

*Il faut sans doute élargir l'angle de vue, pour comprendre ce qui se passe en matière de « dépollution » de ce site ; rappelons qu'en France, tout ce qui touche au nucléaire et à la radioactivité relève pratiquement du secret défense et que le lobby du nucléaire incluant services de l'état, industriels, scientifiques allant à la soupe, tel M. Charpak et journalistes aux ordres du pouvoir politique corrompu orchestrant une désinformation permanente, qui vise à accréditer l'idée d'un nucléaire propre, maîtrisé et sous contrôle aux yeux de la population. Cela réussit parfaitement comme en politique la « com », ça marche du feu de dieu !*

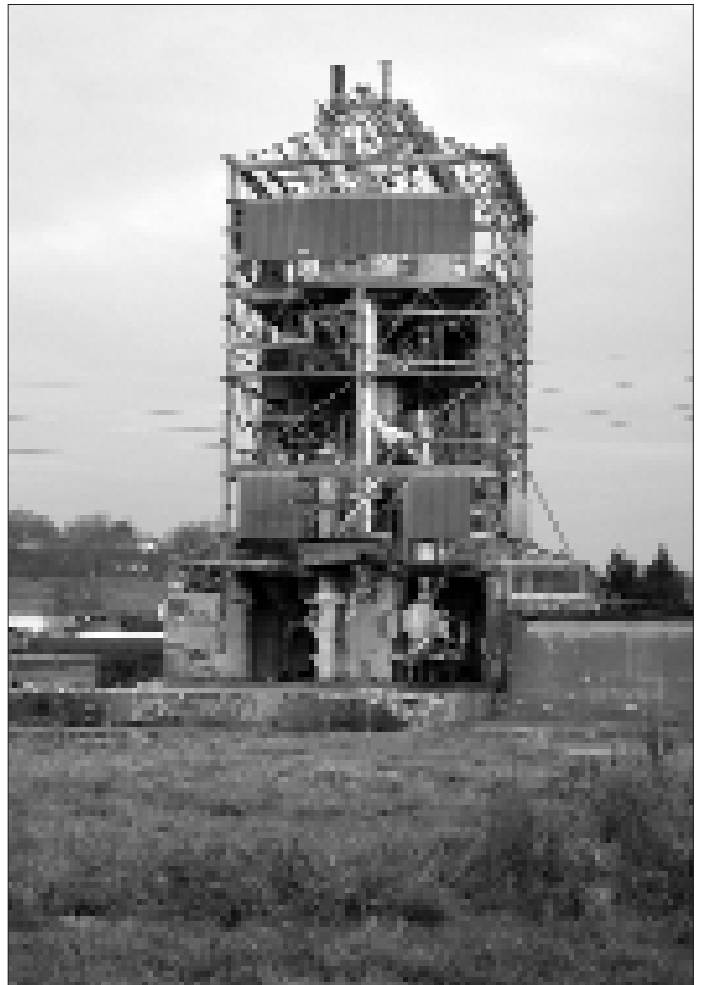
**D**E Reggan à Mururoa on aura attendu 50 ans pour commencer à reconnaître l'irradiation massive des « piou piou » et des populations concernées au Sahara et en Polynésie.

### Un traitement de « crotte de chat »

Revenons à notre site de Fertiladour Agriva, à Boucau, durablement pollué par une radioactivité au thorium 232 (durée de vie de plusieurs milliards d'années). Parler de dépollution est pour l'instant une vue de l'esprit et une mauvaise plaisanterie. Pour effectuer un travail tantinet sérieux, il aurait fallu excaver sur plusieurs mètres de profondeur et évacuer toutes les terres contaminées et même à ce prix, on n'aurait pas pu parler de réelle dépollution. Mais au lieu de cela, l'industriel s'est contenté de gratter la couche superficielle et d'étaler en mélangeant consciencieusement terres contaminées et non contaminées, avec comme résultat une radioactivité généreusement répartie sur tout le site (ce que Roland Desbordes, président de la Crie-Rad, appelle un traitement de « crotte de chat »). Par-dessus tout cela, vous ajoutez quelques godets de gravier, une pincée d'enrobé et vous avez une radioactivité « confinée » avec interdiction pour elle de migrer. On mettra des panneaux !

### Des travailleurs irradiés, des habitants dopés au thorium

Cela est inquiétant, car notre confiance dans l'efficacité et la compétence dans certains services de



l'état, telle la DRIRE, l'actuelle ou l'ancienne, qui de 1973 à 1992 a été fortement entamée, démontrant magistralement son incompétence, en oubliant de surveiller l'application de la réglementation en matière de protection des travailleurs et des populations riveraines, face à la radioactivité. Arrêté préfectoral bafoué par l'industriel, inertie des élus locaux de l'époque, de la DDASS, de la médecine du travail, avec pour résultat des travailleurs irradiés et des habitants du secteur dopés au thorium.

### Une bonne opération financière ?

Nous attendons avec impatience la nouvelle cartographie dosimétrique du site, rappelons qu'en deçà de 0.50 microSieverts/H, norme actuelle et à un mètre de hauteur au des-

sus du sol nos « responsables » considéreront la dépollution menée à bien, pas pour construire un crèche, tout de même, quoi que... mais par exemple pour vendre le terrain à un bon prix, pourquoi pas à la CCIB et au Conseil Régional ? On parle de six millions d'euros, ce serait une bonne somme et le groupe Roullier pourrait se féliciter de cette excellente opération.

Pour un terrain pollué c'est très bien payé et puis, si plus tard il fallait... comment dire, peaufiner la dépollution, on pourrait toujours faire appel à l'argent public du conseil régional. C'est fantastique comme les choses s'arrangent bien, cela rappelle un peu la LGV.

On sent vraiment dans ces deux affaires que l'on est en face de vrais professionnels, cela rassure non ?



# « JAFFA »

UN FILM de Keren YEDAYA avec Dana IGVY, Moni MOSHONOV, Ronit ELKABETZ, Mahmoud SHALABY, Roy ASSAF.

Deux peuples emplies de haine et de rancune se disputent un petit bout de terre maudit : Israël, la Palestine.

Leur vie sociale, familiale en est gravement affectée. Comment témoigner de la souffrance des gens ordinaires piégés par une situation d'une folle absurdité ?

Deux cinéastes, chacun à leur manière ont relevé le défi : Karen Yehada, cinéaste israélienne, avec son film « Jaffa » et Rashid Masharawi, cinéaste palestinien avec son film « L'anniversaire de Leila ».

Karen Yehada est une militante, engagée pour défendre le droit des femmes et protester contre l'occupation des territoires palestiniens. Révélée en 2004 avec son film « Mon trésor » (caméra d'or au festival de Cannes), elle a présenté au Festival de Cannes 2009, son second long métrage « Jaffa », hors compétition.

Jaffa, ville arabe avant 1948, est devenue un faubourg de Tel Aviv. Les juifs s'y sont installés et les arabes qui ont fait le choix de rester dans leur ville, sont devenus israéliens.

Les arabes israéliens, comme on les appelle, subissent une forte discrimination sociale et économique.

Racisme, hypocrisie, humiliation, amertume tissent la trame des rapports sociaux entre les deux communautés. Dans son film, Karen Yehada porte le fer au plus intime de cette société conflictuelle, la famille, avec, pour prétexte, une histoire d'amour à l'eau de rose.

Reuven, juif ashkénaze, est le petit patron d'un garage bien

modeste. Il emploie ses deux enfants, sa fille Mali et son fils Meir. Deux ouvriers arabes complètent l'équipe : le vieil Hassan et son fils Toufik. Dans la famille comme dans l'atelier les relations sont tendues. Coupable désigné : le fils Meir, violent, raciste, rejeté par sa mère, méprisé par son père.

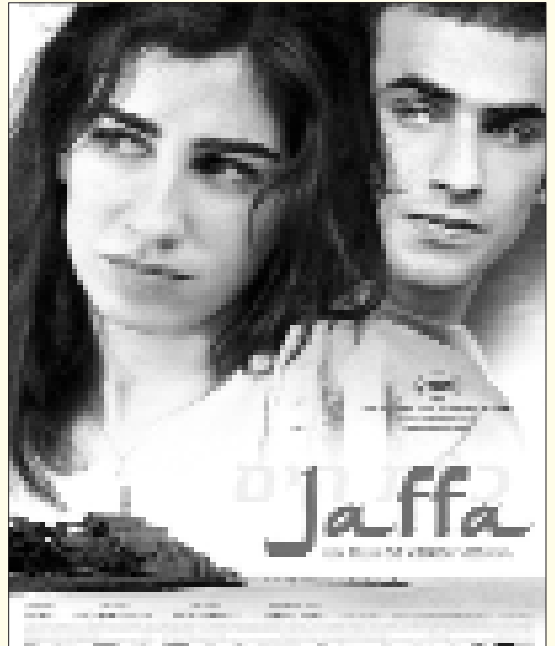
Osnat, la mère, juive sépharade, belle, caractérielle et narcissique, adulée par son mari, joue sa partition sur le mode hystérique. Mali, jeune fille discrète et silencieuse, aime secrètement Toufik et s'apprête à s'enfuir avec lui lorsque le drame éclate.

Meir, jaloux de Toufik le provoque. Un bagarre éclate et Toufik commet l'irréparable tuant accidentellement le jeune homme irascible. Mali, enceinte, renie son amour et se résigne à vivre avec son enfant chez ses parents, sans jamais avouer sa liaison, jusqu'au jour où elle va trouver le courage de sortir du silence et briser le tabou.

Dans ce mélodrame, Karen Yehada, à travers l'analyse des tensions familiales et sociales, dans un microcosme, offre une belle métaphore de la société israélienne.

Incommunicabilité, racisme, haine, lâcheté, rejet de l'autre, affleurent sous une cohabitation factice, entre patrons et employés. Une logique mortifère qui ne laisse personne indemne, et enferme chacun dans sa souffrance.

Un espoir cependant, la nouvelle génération, comme le suggère la cinéaste dans la dernière image du film, parviendra-t-elle à réconcilier les ennemis d'hier ?



arc • en • ciel  
**Ortzadar**

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar @ bigfoot.com



Roy ASSAF et Mahmud SHALABY

Abonnement à **ORTZADAR**  
Bimestriel - 1 an : 13€  
De soutien : 18€



NOM, Prénom .....

Adresse .....

CP..... Ville .....

Bulletin à retourner à :  
B.P.4 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

**Ortzadar** - Alternative Pays Basque  
est édité par l'association loi 1901 du même nom  
Commission paritaire n° 0711 G 88241  
Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE  
Mise en page et illustrations : José-Antonio AGUIRRE  
Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne

CULTURES

PAR CHANTAL POCHAT